

Le ministre de l'Industrie et du Commerce me l'a bien fait comprendre dans la réponse qu'il m'a adressée le 31 août 1978. Je lui avais écrit pour critiquer le prêt accordé par la SEE à Panama pour l'exploitation de mines de cuivre. Le ministre m'a répondu:

Un projet comme celui de Panama ne peut se réaliser du jour au lendemain. Bien des années se seront écoulées avant que les entreprises canadiennes intéressées et la Société pour l'expansion des exportations n'aient évalué les risques de façon très approfondie, analysé les études de rentabilité, appliqué notre réglementation rigoureuse en matière de contenu canadien du matériel, de la machinerie ou des services liés à une telle entreprise; et encore avant qu'elles n'aient planifié le projet, expédié et installé la machinerie et ne se soient assurées que l'infrastructure nécessaire est en place pour enfin remettre les rênes de l'entreprise à ses nouveaux propriétaires. Il ne faut pas considérer la situation telle qu'elle apparaît en 1978, mais telle qu'elle apparaîtra en 1983 ou même plus tard.

Voilà exactement ce qui me tracasse, monsieur l'Orateur. Il est en effet malheureux que le gouvernement actuel et la Société pour l'expansion des exportations ne considèrent pas les incidences qu'aura plus tard sur notre propre industrie du cuivre la mise en activité de l'une des plus considérables exploitations de cuivre dans le monde. Les milliards de dollars que nous investissons actuellement ont des incidences à long et à court termes. Il est indéniable que l'aide aux exportations crée effectivement des emplois. La SEE s'emploie fort à démontrer que l'argent qu'elle investit à l'étranger produit à court terme des emplois dans le secteur canadien de la fabrication, et nous ne pouvons le nier. Nous ne nions pas que le Canada expédie des rails au Mexique pour son réseau ferré. Nous ne pouvons nier que la SEE vende au Brésil des composants pour une usine hydro-électrique. Nous n'y trouvons rien à redire.

Voyons-en quelques exemples tout en nous attachant aux avantages à long et à court termes. L'exemple le plus frappant est celui d'INCO qui s'intéresse à l'exploitation du nickel latéritique en Indonésie et au Guatemala. De fait, l'entreprise guatémaltèque d'INCO, qui démarrerait le 12 juillet dernier, produira 25 millions de livres de nickel par an. La Société pour l'expansion des exportations fournit à ces deux entreprises du Guatemala et de l'Indonésie un soutien de l'ordre de 77 millions de dollars.

● (1712)

Tandis que INCO mettait à pied des milliers de travailleurs canadiens cette année, elle exploitait une nouvelle source de nickel. Il ne faut pas oublier que l'exploitation guatémaltèque ne sera pas rentable cette année en raison de la nouvelle méthode utilisée. Toutefois, INCO a garanti que le produit sera vendu à un prix avantageux pour l'économie du Guatemala. Cette assertion est corroborée par le rapport économique de l'Amérique latine que je cite:

Depuis 1973, le prix du pétrole et le taux mondial d'inflation font que les coûts de production sont maintenant supérieurs au prix du nickel sur les marchés mondiaux, ce qui a forcé l'INCO à garantir que toute la production sera écoulée à un prix permettant à la société guatémaltèque d'acquitter toutes ses obligations financières.

N'est-ce pas merveilleux? Cette puissante multinationale du secteur minier licencie des travailleurs qui font la grève sous prétexte qu'elle est pauvre. L'an dernier, ses profits n'ont été que de 100 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre, ils n'ont été que de 67 millions de dollars. Elle ne peut donc se permettre de payer des salaires honnêtes à ses employés même si au début, elle a pris la précaution d'accumuler des stocks de nickel pour une année.

Expansion des exportations—Loi

Cette société a quitté le Canada et exploite des mines au Guatemala et en Indonésie. Et voilà que nous retrouvons la Société pour l'expansion des exportations dans ces pays en train d'aider l'INCO à s'y établir. Je sais que le secrétaire parlementaire prétendra que ce prêt de 77 millions a permis de créer quelques emplois. Bien sûr. Mais où?

M. Philbrook: Au Canada.

M. Rodriguez: Dans le sud de l'Ontario, dans le Golden Horseshoe.

M. Philbrook: C'est au Canada, comme je le disais.

M. Rodriguez: Ce n'est pas dans le nord de l'Ontario où sont les mines. C'est là que les gens souffrent. C'est là qu'ils sont mis à pied. J'aimerais bien que le député du sud de l'Ontario qui ose interrompre les orateurs de temps à autre prenne la parole.

M. Philbrook: Je la prendrai.

M. Rodriguez: Aucun de ces travailleurs ne peut quitter le bassin de Sudbury pour chercher du travail dans le sud de l'Ontario. C'est là une situation dangereuse. Nous n'avons pas développé complètement l'industrie minière au Canada. Nous ne disposons pas de l'infrastructure qui nous permettrait de transformer le minerai en produits finis. Ce n'est pas l'exportation du minerai brut qui fournit des emplois mais la transformation de ce minerai en produits finis chez nous.

La Société pour l'expansion des exportations nous cause un préjudice considérable toutes les fois qu'elle prête à une multinationale qui exploite des ressources à l'étranger. Ce préjudice va encore s'aggraver par suite de l'amortissement accéléré de tous les frais d'aménagement des nouvelles mines qui figure dans l'exposé budgétaire. Ces politiques vont encore contribuer à la détérioration d'une situation qui a fait de nous au cours des années des scieurs de bois et des porteurs d'eau. Je ne vois personne chercher à corriger cette situation. Il serait préférable de chercher à contrôler toutes les étapes, ainsi que le préconise la brochure du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, depuis l'extraction minière jusqu'à la fabrication. C'est en fait une chaîne dont les maillons sont étroitement liés.

Cela étant, n'aurait-il pas été logique que le ministre des Finances accorde des provisions pour amortissement de 100 p. 100 aux entreprises qui s'équiperaient là où on extrait le matériau, pour pouvoir le transformer sur place en produit fini? Est-ce que cela n'aurait pas été plus logique? Cela aurait au moins prouvé que nous essayons de mettre un terme à ce cercle infernal du pillage de nos matières premières pour l'exportation. Nous ne pouvons plus continuer ainsi.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Cullen) distribue plus d'argent dans le cadre du Programme Canada au travail. En quoi est-il logique de prodiguer d'un côté et de dépouiller d'un autre?

Comment expliquez-vous que le ministère de l'Expansion économique régionale, qui a établi des zones dites désignées, encourage les sociétés à aller s'installer dans ces régions tandis que la Société pour l'expansion des exportations incite les sociétés à rester dans le «Golden Triangle» et à faire prospérer cette zone? Ces deux programmes sont en contradiction flagrante. Cela n'a aucun sens.

Je voudrais maintenant parler de l'affaire du Panama. Il s'agit d'une situation bien étrange, un véritable nid de vipères.